



Plan d'anéantissement du Congo Kinshasa par
L'ACCORD GLOBAL ET INCLUSIF SUR LA TRANSITION

Monsieur Kikuni Kilolwa Désiré
Congo Yetu Initiative's Co-ordinator
Permanent Representative
Email : icongoyetu@yahoo.fr



Avant propos

La situation actuelle en RDC vers la fin d'une période dite de transition ne nous étonne pas ; son état de gâchis et de chaos rencontre les prévisions que l'ONG **Congo Yetu Initiative** CYI avait faites et n'a jamais cessé de clamer lors de ses interventions devant la presse.

Le sort et l'avenir de la RDC sont entrain de se jouer sur les caprices d'une cascades d'accords rédigés par des soi disant experts uniquement conduits par des intérêts des puissances étrangères et imposé à une classe politique myope et bâillonnée soutenue par une tranche naïve de la population égarée et parfois tirée du bout du nez par des discours démagogiques rédigés sur fonds de menace en vue de créer une peur injustifiée. Cette peur que l'on a créée délibérément n'a pour autant jamais arrêté la catastrophe humanitaire de plus de trois millions de Congolais massacrés de suite de deux guerres successives d'agressions suivies d'une occupation par une coalition des pays voisins et leurs alliés africains derrière lesquels avancent à peine voilées les puissances anglo-saxonnes et l'habituelle puissance coloniale qu'est la Belgique.

Ce holocauste, tel que décrété par l'ONG **Congo Yetu Initiative**- CYI, reste encore à ce jour un fait divers aux yeux de la communauté internationale pour laquelle seul le massacre de près de cinq cents mille Rwandais par les Rwandais eux-mêmes reçoit caractère de génocide dont la facture doit être payée par des innocentes vies des Congolais de l'est (le grand Kivu et Province Orientale).

Il est important de souligner que depuis Lusaka jusqu'à Sun City et Pretoria en passant par Addis-Abeba, Syrte, Gaborone etc., aucun congolais n'a été associé à la rédaction d'accords que l'on croit pourtant aider à résoudre les problèmes dits congolais.

Aussi, le 17 juin 2003 voit le début d'un exécutif monstre à cinq têtes minutieusement institué et institutionnalisé par l'Accord Global et Inclusif signé à Pretoria. A neuf ans seulement d'intervalle, en 1994 un exécutif plus réduit de trois têtes dont un président et deux vice présidents venait de frôler la catastrophe politique dans la même ville de Pretoria après la fin de l'Apartheid. Il était pourtant simple de remarquer que les parrains de cet accord **ont imposé** sa signature en date du 01 avril 2003, date bien connue et célébrée par le monde entier comme celle du poisson d'avril (April fool day). Comment ne pourrait-on s'imaginer qu'il y aurait risque d'un **tsunami sociopolitique** face à un ordre qui naissait de simple coïncidence ou intentionnellement le jour du poisson d'avril ?

Depuis lors, il était si facile de remarquer l'incapacité notoire de cet ordre politique à faire un suivi du respect ou non des clauses d'engagement tenus par les signataires au point de laisser même les animateurs de la transition escamoter la mission leur assignée au profit d'autres, soubassement d'un agenda clairement caché mais véritable mission de la transition tronquée qui probablement vient d'inaugurer une nouvelle ère de crise grave.



Taches de L'Accord Global et Inclusif

L'Accord Global et Inclusif dans son chapitre II des objectifs assigne la mission suivante au gouvernement de transition :

- 1) la réunification, la pacification, la reconstruction du pays, la restauration de l'intégrité territoriale, le rétablissement de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national;
- 2) la réconciliation nationale
- 3) la formation d'une armée nationale, restructurée et intégrée ;
- 4) l'organisation des élections libres et transparentes à tous les niveaux avant la date du 30 juin 2005 en vue de permettre la mise en place d'un régime constitutionnel démocratique ;
- 5) la mise sur place des structures devant aboutir à un nouvel ordre politique.

Deux ans plus tard, face au non accomplissement de la mission assignée au gouvernement de transition, voici un résumé de sa réalisation tel que vu par un audit crédible d'un corps aussi intègre que celui des Evêques congolais :

« La crise actuelle qui remet en cause non seulement l'Accord Global et Inclusif mais aussi les alliances nées de cet accord est due à l'absence d'une vision cohérente.

Les frustrations ressenties par certains opérateurs politiques, le malaise social (non-paiement des fonctionnaires et des enseignants, de la solde des militaires, inaccessibilité aux soins médicaux, difficultés de transport, prise en charge des frais scolaires par les parents...,) le manque de confiance de la population envers les gouvernants, la corruption généralisée, le pillage et le bradage du patrimoine national(principalement dans le domaine forestier et minier), l'occupation pure et simple des portions du territoire national par des éléments étrangers, la culture de l'impunité dans les structures de l'Etat, ont fini par créer un malaise bien perceptible partout »(voir le document intitulé *Message des Evêques aux fidèles catholiques et aux hommes de bonne volonté, publié à Kinshasa le 22 juin 2005*).

La situation actuelle au pays à deux jours de la fin de cette transition selon les prévisions de ses architectes donne aujourd'hui raison au **Congo Yetu Initiative CYI** qui le dénonce depuis l'aube de sa signature ainsi qu'à d'autres patriotes visionnaires qui avaient refusé de souscrire à la logique du chaos dont est précurseur cet accord de la honte et de la trahison.

Pendant que l'accord lui-même n'ait prévu aucun mécanisme réel d'évaluation et de sanctions, certains de ses parrains ont vite compris qu'il était temps de se déculpabiliser comme pour se faire bonne conscience en sonnait hypocritement quelques sonnettes d'alarmes par la bouche de leurs représentants attirés en guise d'avertissement d'une fin prochaine du monstre institutionnel proclamé pourtant haut et fort par eux-mêmes de dernière chance pour le Congo à l'époque de son imposition pour signature.



Dans une évaluation presque cynique l'ancien ministre belge des affaires étrangères Karel de Gucht déclarait **qu'il n'existe pas d'Etat en RDC** ; c'était la voix autorisée du royaume de Belgique. Quelque cynique qu'ait été sa déclaration, il est plutôt malheureux que son pays qui ait soutenu l'institution de cet ordre politique sans Etat, n'eut rien fait jusqu'à ce jour pour remettre son protégé de gouvernement en ordre. Cette courte et incendiaire boutade remet en question toute la mission assignée à la transition en termes de réalisation.

Lors de la fête célébrée à l'honneur de la reine Elizabeth II du Royaume-Uni le 14 juin dernier à Kinshasa, l'ambassadeur de Grande Bretagne déclarait « **la RDC ne peut pas se développer, ne peut prendre sa place qui lui revient en tant que leader en Afrique, lorsque quelques individus au pouvoir ne pensent qu'à s'enrichir eux-mêmes pendant que les autres crèvent de faim** »

Lors d'une présentation faite le 07 mai 2004 à une institution sud-africaine dénommée **Institute for Security Studies**, l'un de grands centres d'impulsion de la politique détonatrice de la catastrophe que nous déplorons aujourd'hui, Hans Romkema déclarait sans embage dans un document intitulé « **Update on DRC transition : the case of Kivu provinces** » «...**The independent attitude of North-Kivu communities, the dominance of the Banyarwanda and the local defence forces that the province has created over the past couple of years, all contribute to the mistrust. The independent political discourse and the local defence forces(many call them "Serufuli's militia")feed the impression among some that North-Kivu has become an almost independent entity within the DRC, while for others it is an area already under Rwandan control...**

En d'autres termes « **...l'attitude indépendantiste des communautés du Nord Kivu dominées par les Banyarwanda et les forces de défense locales que la province a créées ces dernières années, tout cela contribue à une méfiance. Cette indépendance politique et ces forces de défense locales (que beaucoup appellent la milice de Serufuli) donnent une impression selon laquelle le Nord Kivu est presque devenu une entité indépendante alors que pour d'autres, c'est un espace déjà sous le contrôle du Rwanda...** »

Il reste clairement à exclure que Hans Romkema, hollandais de son état et travaillant pour le compte de Life & Peace Institute installé à Bukavu ne puisse être la bouche autorisée de son pays lorsque l'on connaît l'appartenance de cette organisation au groupe NOVIB et l'intervention de la Hollande en Afrique par le truchement des Organisations Non Gouvernementales.

Quelle image sombre pour un processus axé sur une réconciliation nationale, une armée réunifiée, une intégrité territoriale restaurée, une autorité de l'Etat rétablie sur toute l'étendue du territoire national, etc. !

Cette forte évaluation qui couvre tous les aspects de la mission assignée au gouvernement de transition était presque passée inaperçue par les animateurs de la transition jusqu'au jour ils ressentent que le peuple s'en saisit. L'ONG **Congo Yetu Initiative**- CYI, qui depuis la signature de cet accord se bat pour faire voir son irrégularité et ses lacunes, reprend et insiste que **l'avenir du Congo dépend de son**



peuple et qu'il est temps de nous retrouver à l'écoute de la voix de ce peuple, de lui donner la chance de se prendre en charge.

Quoi de plus précis et de plus logique que ce que le CYI dénonce depuis la signature de ce texte. Fautes intentionnelles ou d'ignorance, les architectes de la transition congolaise ont par cet accord déclenché un mécanisme de chaos et d'anéantissement qui à quelques jours de la fin constitutionnelle de cette transition menace tout le processus. Nous nous sommes fixés de relever tout au long de cette analyse les causes et les conséquences des lacunes entretenues dans ce texte ainsi que les repères de quelques germes d'un chaos inévitable. L'envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, Son Excellence **Moustapha Niasse** n'avait-il pas menacé les Congolais présents à la signature de cet accord de **somalisation** de leur pays s'ils n'adhéraient pas à son contenu en refusant de le signer. **Comme de tous les temps, l'ONU est en République Démocratique du Congo une simple fiction et même un outil des ennemis de notre pays.**

I. Des causes et conséquences des lacunes de l'Accord Global et Inclusif.

Cet accord signé le 01 avril 2003 à Pretoria est tributaire en d'autres termes il est **le point de chute** de l'accord dit de cessez-le-feu signé à Lusaka les 10, 30 et 31 juillet 1999 contre la volonté manifestée du peuple congolais. L'on se souviendra des manifestations populaires qui avaient précédé la signature de cet accord.

L'accord de Lusaka duquel l'Accord Global et Inclusif tire sa légitimité n'a rien de congolais en terme d'intérêt ni dans sa rédaction, ni dans sa signature, ni dans son contenu, ni même dans son application.

Il est rédigé par le diplomate américain Howard Wolpe et ses dispositions ont été discutées au cours d'une réunion tenue secrète en République Sud-africaine par Nelson Mandela et qui avait comme participants Thabo Mbeki d'Afrique du Sud, Yoweri Museveni de l'Ouganda, Paul Kagame du Rwanda et Pierre Buyoya du Burundi. **(Voir Robert Mbelo in « Mwangaza », Groupe de recherche et d'études sur le Congo (G.R.E.C), Londres, 27 avril 2003).**

Pendant que des pressions sont exercées sur la partie congolaise pour signature, quoi de plus suspect que ce que deux journalistes américains Ian Fish et Norimitsu publient à la une du New York Times. Ils écrivent ceci: **“Congo's struggle May unleash Broad Strife to Redraw Africa”**. En d'autres termes **« la situation congolaise pourrait engendrer une lutte pour retracer l'Afrique »**

Dans son contenu il est destiné à pérenniser une situation de partition et d'occupation de fait de la RDC car aucune de ses clauses ne condamne l'agression en obligeant aux forces d'occupation de se retirer. Dans sa signature, il l'est dans une grande part par des forces extérieures dont celles-là mêmes qui ont agressé la RDC. Vous vous souviendrez que des chefs d'Etats comme Museveni, Kagame, Mugabe ont signé cet accord d'une part et d'autres parts certains belligérants directs dans le conflit comme le Burundi, la Tanzanie, l'Afrique du Sud, l'Ethiopie, l'Erythrée, la Somalie etc. n'ont pas signé. Cette présence d'acteurs extérieurs a logiquement conféré un caractère international au traité alors que l'on ne s'est pas gêné de continuer à parler d'une rébellion en lieu et place d'une agression et continuer à le



considérer comme opposable aux seuls Congolais alors qu'ils n'en étaient pas les seuls signataires.

Au même moment, en maintenant de fortes pressions sur Laurent Désiré Kabila contre gré du peuple Congolais à signer cet accord, la communauté internationale avait du coup transformé l'agression en rébellion et les forces étrangères d'occupation en troupes rebelles avec les conséquences actuelles sur la tentative de formation d'une armée nationale unifiée et intégrée, surtout lorsque l'on connaît que les éléments de la véritable armée nationale (les Ex-FAZ ainsi que les patriotes Mai Mai) ont été soit marginalisés soit carrément exclus du processus. **Comment donc espérer que des mercenaires, jadis forces d'occupation constitueraient le soubassement d'une armée nationale unifiée et intégrée ?**

Comme il s'en sort sans ambages l'accord de Lusaka fut un faux, un irrégulier qui par la suite va transmettre cette irrégularité et cette fausseté à sa descendance dont l'Accord Global et Inclusif de Sun City et Pretoria. Comme on le dit si bien que du faux on ne peut avoir que le faux.

Trois ans plus tard au lieu de partir de nouvelles bases et faire tabula rasa d'un accord dit de cessez-le feu mais qui avait laissé toutes les manœuvres d'actions à sa violation par les signataires, qui a institué une véritable ère d'occupation de la République démocratique du Congo par le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda et leurs alliés, l'on revient sur ses soi disant acquis pour **imposer**, à la classe politique congolaise naïve, car elle était libre d'en refuser la signature, un nouvel accord descendant directement de la catastrophe institutionnelle instituée par l'accord de Lusaka et qui n'était qu'un *hymne* à l'agression et un *sonnet* pour l'occupation.

Comment ne pas comprendre, expliquer et accepter honnêtement le présent chaos ou apocalypse que d'aucuns mettent au dos de tel ou tel autre parti politique. L'Accord Global et Inclusif est porteur du virus du chaos et de l'apocalypse qui donnent aujourd'hui de l'insomnie à ses parrains et ses signataires. Ces derniers doivent avoir le courage d'en assumer toute la responsabilité bien que certains aient commencé à se dérober, plus pour n'avoir pas reçu des émoluments personnels attendus de la transition que par souci de solidarité avec le peuple victime.

A l'exemple de son ascendant de Lusaka, l'Accord global et Inclusif est élaboré par une équipe des conseillers belges et français et imposé pour signature à la classe politique avec **Hyppolite Kanambe Kazembere Mtwale alias Joseph Kabila nommé comme président**. Celui-ci est plutôt connu comme un mercenaire rwandais, anciennement chauffeur de taxi à Kigoma en Tanzanie et caporal de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) par la suite (**voir Joël Levy dans Une dernière chance pour le Congo, in Sarahelkriel @ Yahoo.fr, en 2003**).

Aussi, sans évaluation de l'accord de Lusaka pour savoir si son caractère de cessez le feu a été évident, on le prend comme point de départ d'un autre accord auquel on assigne un caractère de partage de pouvoir entre agresseurs extérieurs devenus rebelles par la magie de Lusaka et la classe politique congolaise interne et l'imposition de ces agresseurs, des véritables mercenaires étrangers à la tête d'un exécutif monstrueux (**un président et quatre vice-présidents**) qui n'a jamais été **essayé nulle part ailleurs au monde**.



Alors que plusieurs signataires du côté de la RDC ne sont plus en vie (cas de Laurent Désiré Kabila) ou carrément ne sont plus du côté où ils étaient à la signature ; **comment expliquer que leurs signatures soient toujours considérées comme un engagement qui doit prendre tout un pays en otage.** Avec une pareille forme de l'exécutif et des pareils animateurs comment ne pas comprendre que tout était mis en œuvre pour préparer un gâchis, un chaos et une nouvelle catastrophe sociopolitique en République démocratique du Congo ?

Dès lors, comment ne pas déduire que cette suite logique de partage de pouvoir après avoir « congolisé » une bande des mercenaires étrangers n'était qu'un plan conçu pour préparer la catastrophe actuelle, un tsunami qui malheureusement n'épargnera personne.

Sur le plan historique, l'on ne doit pas être tellement inculte pour ne plus se rappeler de la catastrophe humanitaire à savoir la deuxième guerre mondiale(1940-1945) causée par l'élaboration et la signature successives de deux accords qui ont eu comme conséquences la montée du nationalisme allemand et comme cause la passivité des démocraties européennes à vouloir s'accrocher à la paix pendant que toute l'Europe et le monde entier par la suite étaient menacés : il s'agit du traité de Versailles et des accords de Munich.

Traité de Versailles (28 juin 1919) : traité de paix signé entre l'Allemagne et les puissances alliées victorieuses. Ce texte fut **imposé** à l'Allemagne avant d'être officiellement signé à Versailles. La rigueur des clauses et le discrédit porté sur le traité, dès sa naissance, par le refus du sénat américain de le reconnaître (le 20 novembre 1919) incitèrent l'Allemagne à se dérober à ses obligations. Considéré en Allemagne comme un **Diktat**, le traité contribua au réveil du nationalisme allemand et fut utilisé avec habileté par Hitler. **(Voir Dictionnaire Hachette encyclopédique, Hachette Livre 1994).**

Les Accords de Munich (29-30 septembre 1938) : accords entre la Grande Bretagne(Chamberlain), la France(Daladier), l'Allemagne(Hitler) et l'Italie(Mussolini) qui imposèrent le démembrement de la Tchécoslovaquie, le territoire des Sudètes(région où vivaient 3 millions d'habitants d'origine allemande) revenant à l'Allemagne. Après l'Anschluss de l'Autriche, en mars 1938, ces accords, qui ont marqué le recul des démocraties face à l'expansionnisme hitlérien, sont considérés comme une étape déterminante dans la marche vers la Seconde Guerre Mondiale. Par cet accord, les démocraties, dans le souci de maintenir la paix encouragèrent l'expansionnisme d'Hitler jusqu'à déclencher la deuxième guerre mondiale **(voir Encyclopédie Standard 2002).**

Dès lors comment ne pas établir une analogie frappante entre ces deux traités, leurs caractères lacunaires de manque de sanctions et d'imposition de contenu à une partie non associée à l'élaboration avec la cascade des traités, **accords ou compromis que l'on impose à la République démocratique du Congo depuis les deux agressions successives suivies d'une occupation par des pays voisins et leurs alliés.** Comment ne pas établir une analogie frappante lorsque l'on sait que la RDC n'a jamais été associée à l'élaboration d'aucun de ces accords.



Comment ne pas établir une analogie déroutante lorsque l'expansionnisme rwandais et ougandais visibles à l'est de la RDC ne sont jamais condamnés par la communauté internationale. **Comment ne pas faire une analogie lorsque le langage de la paix brandi depuis huit ans a produit aujourd'hui quatre millions de mort du côté congolais ?** Sachant que les mêmes causes produisent les mêmes effets, comment ne pas s'attendre à une montée du nationalisme congolais et sûrement à l'avènement d'un homme qui comme Hitler exploitera probablement ces injustices flagrantes contre la République démocratique du Congo.

La transition confuse qui a lieu en RDC et qui est censée mettre en place des institutions démocratiques au plus tard le 30 juin 2005 reste le résultat d'un faux parti des Accords de Lusaka. De permises fausses on ne peut qu'arriver à une conclusion fausse. Ce faux dont le CYI parle et dénonce depuis Lusaka a eu son point de chute à Sun City et Pretoria et ses conséquences chaotiques sont celles du 30 et de l'après 30 juin 2006 car le chaos reste inévitable aussi longtemps qu'il a été institutionnalisé par l'accord qui légitime l'actuel ordre politique. Il nous est difficile de terminer cette analyse sans passer en revue les germes d'un chaos inévitable minutieusement préparé par l'Accord Global et Inclusif.

II. Des germes d'un inévitable chaos.

Les incohérences plutôt intentionnelles que d'ignorances suivantes constituent quelques points de repères une catastrophe préméditée par les législateurs de Sun City et de Pretoria.

L'érection et la mise en application d'un monstre institutionnel avec un exécutif à cinq têtes constitué d'une bande des mercenaires étrangers rendus congolais par l'accord de Lusaka lors de la transformation magique d'une agression par des forces étrangères à une rébellion et lequel exécutif a reçu le plein pouvoir par le même accord de constituer l'organe législatif par la nomination des députés et des sénateurs ; un organe législatif à son tour truffé des mercenaires étrangers et sans pouvoir réel sur l'exécutif duquel il est tributaire. Un législatif sans pouvoir de contrôle sur l'exécutif.

Ceci verse sur la confiscation de la souveraineté de tout un pays à qui on impose des mercenaires étrangers à sa tête en vue de mieux servir, comme sous traitants, les intérêts des puissances extérieures représentées par des multinationales diverses.

L'absence totale d'une clause instituant des sanctions ou des mesures de garde fou en cas de contraventions de l'accord et de non accomplissement de la mission assignée aux animateurs de la transition ou en cas de violations de l'accord. L'accord a été violé à plusieurs reprises au vu et au su des parrains de l'accord qui sont la communauté internationale représentée à sa signature par les Nations Unies et l'Union Africaine, comme dans les cas d'espèce suivants :

Philippe Bolopion de Radio France International se penche sur l'analyse d'un rapport d'un groupe d'experts techniques, chargés d'enquêter sur les trafics d'armes dans la région des grands lacs et de rapporter ses conclusions à un comité des sanctions, gardien de la résolution 1495 et renforcé par la résolution 1533 du 12 mars 2004 du



conseil de sécurité des Nations Unies. Selon ce rapport, le Rwanda a offert un soutien direct et indirect à la fois au Rwanda et en RDC, aux troupes rebelles de Jules Mutebutsi et de Laurent Nkundabatware au cours de leurs opérations militaires en RDC. Les experts de l'ONU se sont rendus au Rwanda où ils ont été témoins directs de l'implication de celui-ci avec



Le général de brigade Laurent Nkunda et Jules Mutebusi. Très certainement les nouveaux chefs militaires d'un RCD-Goma à lifter

Un certain niveau de contrôle et de commandement sur les troupes de Mutebutsi et de Nkundabatware. Nous sommes en pleine période de transition, les deux officiers militaires appartiennent au RCD l'un de grand belligérant si pas le plus grand dans la signature de l'Accord Global Inclusif ; aucune sanction n'est faite à l'endroit ni du RCD ni de ses deux officiers, ni au Rwanda.

D'après le rapport, Mutebutsi a informé la Monuc qui lui rendait visite au Rwanda qu'il retournerait en République Démocratique du Congo quand bon lui semblerait et les parrains de l'AGI ont bouclé leur bouche.

Le groupe d'experts a pu confirmer l'existence d'activités militaires par des éléments des **FDLR (FORCES DEMOCRATIQUES DE LIBERATION DU RWANDA)** dans le Nord Kivu et leurs incursions dans le nord-ouest du Rwanda en avril 2004. **Jusqu'à octobre 2004, ces unités FDLR ont reçu à Shabunda des armes délivrées par le gouvernement de la RDC qui par la suite ont dû être transportées par voie terrestre, prenant de un à deux mois pour atteindre certaines unités.** Face à tout cela le gouvernement de Kinshasa qui est le résultat de l'Accord Global et Inclusif n'a jamais ni été demandé à s'expliquer ni sanctionné ; aucune clause de l'Accord Global et Inclusif n'est prévue pour une quelconque sanction.

Du 20 au 22 janvier 2004, un total de 5 Antonov 26 ont atterri à l'aéroport de Gbadolite, en provenance de Basankusu, sur les ordres de Mbiato Konzoli, le conseiller militaire du vice président Bemba à Gbadolite, avec une quantité considérable d'armes, y compris des armes lourdes et des munitions à bord. Pendant cette période, l'accès à l'aéroport a été refusé par les troupes ex-MLC aux



observateurs militaires et au personnel civil de la Monuc, en contravention du paragraphe 19 de la résolution 1493 du Conseil de Sécurité.

Depuis lors aucune sanction n'a été faite à l'endroit du MLC qui est l'autre grand belligérant dans la signature de l'Accord Global et Inclusif et ces armes n'ont jamais été reprises et remises à l'armée nationale qui n'est en réalité qu'une fiction.

Ce document de 50 pages remis officiellement au comité des sanctions du Conseil de Sécurité des Nations Unies n'a jamais reçu un début d'application. Avec un pays qui a 9000 kilomètres de frontière le long de neuf pays et où il existe 450 aéroports connus (la plupart des pistes de terre) qui sont autant d'endroits possibles de débarquement d'armes, afficher une complaisance dans le suivi des respects des engagements pris est une volonté délibérée de préparer un suicide et le CYI considère comme larmes de crocodile les attermoissements actuels des parrains de l'Accord Global Inclusif et comme pure hypocrisie ceux qui se précipitent sur son chevet.

Devant pareilles évidences, comment ne pas reconnaître que tout était mis en place par l'Accord Global et Inclusif en vue de transformer la RDC en un brasier susceptible de s'enflammer à tout vent.

Comment expliquer cette passivité face à des violations flagrantes par les trois grands belligérants alors que le chapitre I relatif à la cessation des hostilités dit dans un de ses alinéas : «... **de cesser les hostilités et de rechercher une solution pacifique et équitable à la crise que traverse le pays** ».

Comment un accord pouvait-il se limiter à un engagement de fait dépourvu des mesures contraignantes s'il tenait au respect de ses clauses ?

Le quotidien sud-africain THE STAR, dans sa livraison du lundi 12 juillet 2004, sous le titre **Amy silent on sex scandal** affirme que les « **Peacekeepers** » sont accusés de viols alors qu'une enquête confirme que la majorité de ces contingents sont séropositifs mais que l'Accord Global et Inclusif ne prévoit aucune sanction face à tout cela.

Dans l'élaboration, la signature et la mise en application, tout semble avoir été mis en contribution pour préparer un chaos inévitable en vue de retarder le processus et ramener tout à la case de départ en vue de continuer une situation qui visiblement a le plus profiter aux vautours internationaux. Aussi, **la corruption généralisée, le pillage et le bradage du patrimoine national (principalement dans le domaine forestier et minier), l'occupation pure et simple des portions du territoire national par des éléments étrangers, la culture de l'impunité dans les structures de l'Etat**, sont les seules missions qui ont parfaitement marché avec la bénédiction de la communauté internationale qui fait semble aujourd'hui de se pencher sur la question.

Que pensaient les parrains de l'Accord global et Inclusif lorsque, pour ne citer qu'un seul cas le seul projet (la commercialisation de l'énergie électrique du barrage d'Inga) susceptible de générer des recettes était bradé par sa cession à un groupe étranger, **l'ESCOM** une compagnie sud-africaine?



Le gouvernement de transition avait-il pour mission de brader le patrimoine national au lieu en place des missions lui assignées par l'Accord ?

A propos de la durée de la transition tel que prévu dans le chapitre IV, il est dit que « **les élections se tiennent dans les 24 mois qui suivent le début de la période de transition. En raison de problèmes spécifiquement liés à l'organisation des élections, cette période peut être prolongée de 6 mois, renouvelable une seule fois pour une durée de 6 mois, si les circonstances l'exigent.** »

Plus clair encore, cette clause ne dit rien sur ce qui va se passer si après les six mois renouvelables une fois les élections ne sont pas organisées. N'est-ce pas la préparation d'un chaos. Qui ne sait pas que face à la lenteur et à la volonté délibérée de prolonger la Transition mais surtout à la peur de la sanction populaire que représente les élections ainsi qu'aux missions cachées assignées aux animateurs de la transition, il est impossible que les élections aient lieu même après cette prolongation. Que l'apocalypse arrive en date du 30 juin 2006 ou peu après, il viendra tout de même. Il n'appartient pas au peuple congolais d'avoir peur de ce chaos car le monde lui-même est un produit du chaos (**Voir Gen.1v2, la Bible**). Du chaos sortira un nouvel ordre que le peuple meurtri instaurera loin des Accords qui lui ont toujours été imposés de l'étranger. Il est temps que notre peuple apprenne à se gérer.

En guise de conclusion

Pour Congo Yetu Initiative, beaucoup de questions qui sont encore non résolus, compromettent et compromettront encore la paix durable et la sécurité des populations civiles au Congo Yetu Kinshasa. La Communauté Internationale devrait tenir compte de tous ces différents paramètres qui sont jalousement oubliés malgré leurs importances capitales pour le processus de paix cours.

Fait, le 08 Décembre 2005

Kikuni Kilolwa Désire, Coordinateur de Congo Yetu Initiative

NGO CYI, P.O. Box: 507 Cyangugu, Rwanda, Email: icongoyetu@yahoo.com